

Première réunion Ministérielle de la TIVAD V
05 mai 2014
Session plénière 2 “Agriculture, Sécurité alimentaire et Nutrition”
Synthèse des co-présidents

La deuxième séance plénière a été co-présidé par la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine a porté sur le thème de "Agriculture, Sécurité alimentaire et Nutrition". Elle a été ouverte par de brèves déclarations des coprésidents et panélistes, puis a été ouvert les discussions avec les participants.

Les déclarations liminaires de Mr. Gregor Binkert de la Banque mondiale, et Dr. Anthony Mothae Maruping, le Commissaire des affaires économiques de la Commission de l'Union Africaine, ont essentiellement souligné les efforts de l'Afrique en vue de stimuler l'agriculture et l'agro-industrie ainsi que les défis liés la sécurité alimentaire et la malnutrition dont souffre le continent. L'accent a été ainsi mis sur l'importance des investissements publics et privés pour accroître la productivité des agriculteurs, en particulier les femmes et les jeunes. À cette fin, l'engagement politique et les mécanismes juridiques, politiques, réglementaires et de coordination appropriés seront nécessaires pour transformer l'agriculture en une entreprise/industrie rentable. C'est pourquoi, l'Union africaine a décidé de faire de l'Année 2014, une année dédiée à l'agriculture en Afrique.

S.E Mr. Eto, Vice-Ministre de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche du Japon a souligné le soutien du Japon pour le développement de l'agriculture, tout particulièrement l'augmentation de la production de riz, les petites exploitations agricoles, et aussi le développement de l'élevage et de la pêche. Il a également souligné l'importance d'une approche de la chaîne de valeur et de l'investissement responsable dans l'agriculture. S.E. Mr. Lazard Essimi Menye, Ministre de l'Agriculture et du Développement rural du Cameroun, a quant a lui souligné la nécessité pour l'expansion de la recherche pratique et l'adoption de nouvelles technologies, en particulier pour l'agriculture intelligente face aux défis du changement climatique.

Les points clés soulevés lors de la discussion en plénière peuvent être résumés en ces points suivants:

L'amélioration de la production agricole, la productivité et l'agroalimentaire sont essentiels pour une croissance économique soutenue et pour la sécurité alimentaire sur le continent.

La nécessité pour l'Afrique d'adopter une expertise technologique innovante pour ajouter de la valeur à la production agricole. L'Investissement dans la formation technique et professionnelle reste donc une exigence fondamentale, et doit être un objectif majeur de la TICAD. L'expérience du Japon en la matière peut être utile pour les pays africains.

Le processus de la TICAD devrait donc soutenir les efforts de l'Afrique, notamment par le biais du PDDAA(CAADP), qui fournit un cadre efficace pour le développement agricole sur le continent. Cette collaboration devrait également encourager l'échange de bonnes pratiques et le partage d'expériences, incluant une coopération Sud-Sud et triangulaire.

Pour aider à atteindre le taux de croissance annuel de 6% ciblé dans le secteur agricole par le PDDAA, le processus de la TICAD devrait promouvoir l'agro-business et son expansion, ainsi que la responsabilisation des agriculteurs pour améliorer les moyens de subsistance en milieu rural et lutter contre la pauvreté et la malnutrition.

Des progrès importants ont été réalisés grâce à de bonnes politiques mis en place ; ceux-ci doivent être poursuivies et développées. Une attention particulière devrait être accordée à la réduction des obstacles liés au commerce agricole, ce qui aiderait les agriculteurs commerciaux et les petits exploitants.

Pour accélérer la croissance du secteur agricole, les pays africains et partenaires au développement devraient accroître les investissements productifs dans l'agriculture, encourager la participation du secteur privé, et se concentrer sur le renforcement des capacités des acteurs.

Les femmes jouent un rôle important dans l'agriculture ; des mesures sont nécessaires pour faire face aux contraintes liées à ce rôle dans l'agriculture tant bien en tant qu'agriculteurs ou commerçantes.

L'expansion des mécanismes de financement innovants et l'assurance risques permettraient de réduire les contraintes rencontrées par les producteurs agricoles, y compris l'accès aux intrants.

La session a renouvelé l'engagement des pays africains, le Japon et d'autres partenaires de développement à continuer d'améliorer la productivité de l'agriculture, l'agro-business et de renforcer la sécurité alimentaire sur le continent. L'aide du Japon au développement agricole a été reconnue et appréciée.

FIN